

# Les salariés d'Eurocopter ne veulent pas de la rigueur

Les salariés d'Eurocopter ne veulent pas faire les frais d'une rigueur qui leur semble injuste. Tel est le message qu'ils sont allés porter hier à Lutz Berling, le président du groupe, premier constructeur mondial d'hélicoptères. Hier après-midi, un cortège de 4 500 salariés sur les plus de 6 000 que compte le siège de Marignane, s'est rendu jusque sous les fenêtres de la direction générale du site de Marignane. Objectif: manifester le mécontentement du personnel, après l'annonce de la mise en œuvre du volet social du plan d'économies "Shape". Eurocopter entend, grâce à une politique renforcée de maîtrise de ses coûts et la suppression de 400 postes administratifs en France et en Allemagne, économiser 200 millions d'euros par an.

Mais la goutte d'eau qui a fait déborder la coupe est l'échec d'une réunion consacrée aux mesures salariales. La direction a proposé une revalorisation



Hier, un cortège de 4 500 salariés s'est rendu jusque sous les fenêtres de la direction générale de Marignane. / PH SERGE MERCIER

des salaires de 1,9%. *"Trop peu"*, a répondu l'intersyndicale FO, CFE-CGC, CFTC, qui demande "2,5%, comme Airbus". *"Nous voulons 3,5%"*, a proclamé la CGT. *"Les salariés ne veulent pas payer pour l'A400 M"*, a complété la CFDT.

Le résultat de cette mobilisation est la programmation d'une nouvelle réunion pour

aujourd'hui et l'engagement du président Lutz Bertling de mettre en place un calendrier de consultations *"sur la spécialisation programmée des sites"*. L'intersyndicale redoute en effet des transferts de compétence; et craint qu'à plus ou moins long terme, Marignane cède le pas à Donauwörth, en Allemagne.

Jean-Luc CROZIER